



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille six, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
13 Novembre 2006, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice :	27
Nombre de pouvoirs :	4
Nombre de Conseillers présents :	22
Quorum :	14

Date de convocation et d'affichage :	7 Novembre 2006
Date d'affichage du compte-rendu :	17 Novembre 2006

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. Bertrand HIGNARD (pour la question n° 06-137), Mme Monique ROBINAULT et M. André BADIGNON (sauf pour la question n° 06-137), Adjoints, Mmes Martine CHEVALIER, Pierrette HUET, Marie-Thérèse FERRAND, M. Claude BIEDERMANN, Mme Yolande GIROUX, M. Marcel FOUQUET, M. Jean DENOUAL, M. François LARCHER, Mme Michelle GAUCHER, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Annie CITRE, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Jean-Michel COQUELIN, Mme Marguerite COÏC, M. Loïc PETITPAS

Absents excusés : M. Bertrand HIGNARD, M. Pierre LEGEARD, Mme Marylène QUEVERT, Mme Chantal GILLOUAYE

Absents non excusés : Mme Françoise BAUDUIN

Pouvoirs : M. HIGNARD à Mme DAUCE (sauf pour la question n° 06-137) ; M. LEGEARD à M. HAMELIN ; Mme QUEVERT à Mme ROBINAULT ; Mme GILLOUAYE à Mme FERRAND

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : M. François LARCHER, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 06-135) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 06-136) Approbation de l'inventaire communal des zones humides et des cours d'eau
- 06-137) Délibération d'approbation de la révision du P.L.U.
- 06-138) Droit de préemption urbain
- 06-139) Création d'un syndicat mixte « SAGE RANCE FREMUR »
- 06-140) Restauration scolaire – Avenants
- 06-141) Centre-ville 3^e tranche – Restructuration des réseaux – Attribution du marché
- 06-142) Centre-ville 3^e tranche – Aménagement de surface – Attribution du marché
- 06-143) Schéma directeur de signalisation touristique
- 06-144) Concours des maisons fleuries – Attribution de prix
- 06-145) Admission en non-valeur
- 06-146) Régularisation comptable – Décision modificative
- 06-147) Tarifs halte-garderie – Modification
- 06-148) Indemnisation des agents des services extérieurs de l'Etat pour prestations fournies à la Ville
- 06-149) Receveur Municipal – Indemnités de conseil et de confection de budget
- 06-150) Plantation haies bocagères et bosquets – Programme 2007/2008
- 06-151) Demande d'acquisition d'une portion de chemin au lieu-dit « Pléac »
- 06-152) Véhicule municipal (camion benne Mercedes) – Retrait de l'inventaire
- 06-153) Choix du nom de l'école maternelle publique
- 06-154) Rapport d'activité du SICTOM – Année 2005
- 06-155) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

06-135) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

M. François LARCHER, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance précédente, en date du 18 septembre 2006, est approuvé par 22 voix pour et 4 abstentions.

06-136) APPROBATION DE L'INVENTAIRE COMMUNAL DE ZONES HUMIDES ET DES COURS D'EAU

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, dans le cadre de la Loi sur l'eau, la préservation des zones humides est une des composantes du bon état écologique des milieux aquatiques visé en 2015.

Aussi l'axe majeur des efforts à entreprendre sur ces zones est bien d'éviter leur disparition irréversible car c'est alors une partie du patrimoine aquatique dont on se privera et donc consécutivement d'une part de « potentiel biologique »

Le schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Rance, Frémur et baie de Beaussais demande aux communes de son territoire de réaliser un inventaire des zones humides ainsi qu'un inventaire des cours d'eau sur leur territoire (préconisation 75 et 78) et de les intégrer dans leur document d'urbanisme (préconisation 99) ;

Le Syndicat Intercommunal du Bassin du Linon, afin d'assurer la cohérence de ces inventaires, réalise une étude globale d'inventaires communaux de zones humides et de cours d'eau sur les communes du bassin versant du Linon. Il a donc missionné le cabinet SAFEGE ENVIRONNEMENT pour ce travail.

Conformément à la méthodologie arrêté par la Commission Locale de L'Eau (CLE) du SAGE Rance et aux dispositions du marché d'étude, un groupe communal »Zones Humides « associant l'ensemble des acteurs et usagers communaux des milieux humides, a été mis en place pour suivre et valider de manière concertée l'inventaire communal des zones humides et des cours d'eau.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité de membres présents et représentés :

- APPROUVE l'inventaire communal des zones humides et des cours d'eau, la cartographie ainsi que les fiches descriptives, préalablement validés par le groupe local « Zones Humides » lors des réunions de travail des 23 février et 29 juin 2006.
- S'ENGAGE à intégrer et à prendre en compte les données de ces inventaires en vue d'une protection pérenne de ces milieux aquatiques dans son document d'urbanisme lors de sa révision, conformément aux préconisations du SAGE Rance Frémur Baie de Beaussais

Avant d'aborder le dossier concernant la révision du Plan Local d'Urbanisme, M. André BADIGNON, Adjoint, se retire de la séance.

06-137) APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME REVISE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal les différentes phases liées à la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme marquées par :

- la délibération du conseil municipal n° 02-136 en date du 9 décembre 2002, prescrivant la révision du plan local d'urbanisme ;
- le débat du conseil municipal sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) en date du 3 mai 2004 (délibération n°04-65);
- la délibération n°05-164 en date du 12 décembre 2005 du conseil municipal arrêtant le projet de plan local d'urbanisme en cours de révision et tirant le bilan de la concertation ;
- l'arrêté municipal n° .06-125 en date du 16 mai 2006 prescrivant l'enquête publique du plan local d'urbanisme en cours de révision ;

Monsieur le BESCO rappelle également les principaux objectifs de cette révision à savoir :

- Prévoir une croissance démographique équilibrée
- Favoriser la mixité sociale et urbaine
- Développer les activités
- Renforcer le niveau d'équipements
- Faciliter les déplacements
- Préserver l'environnement urbain et rural

Il fait aussi part des modalités d'organisation de l'enquête en ce qui concerne :

- les permanences du Commissaire enquêteur
- la publicité par voie de presse et d'affichage
- les rencontres avec le Commissaire enquêteur

Monsieur LE BESCO invite ensuite Monsieur BARREAU, représentant le cabinet S.C.E. , missionné pour l'élaboration du dossier de révision du P L U à résumer l'étude qui a été menée et à rendre compte des différentes propositions de modifications élaborées en Commission de PLU d'une part pour se mettre en conformité avec les préconisations des services de l'Etat, d'autre part pour tenir compte des observations formulées lors de l'enquête publique qui s'est déroulée entre le 6 juin et le 6 juillet 2006.

Monsieur BARREAU évoque la concertation du groupe de travail qui s'est réunie 16 fois et 3 fois complémentaires en présence des personnes publiques associées ainsi que les déplacements du groupe de travail à des visites sur l'ensemble de la commune (les 16 décembre 2003, 20 janvier et 11 février 2004). Il rappelle ensuite que :

- le P.A.D.D. (Plan d'Aménagement et de Développement Durable) a été présenté au Conseil municipal en date du 3 mai 2004 avec débat au sein de l'assemblée délibérante.

- la réalisation d'un diagnostic agricole a été confiée par la Commune à la Chambre d'Agriculture d'Ille et Vilaine et la réunion de travail qui a eu lieu le 6 avril 2004 avec le monde rural
- la concertation avec le public organisée par 2 réunions publiques les 24 juin 2003 et 25 mai 2004

Monsieur BARREAU énumère et explique ensuite les réponses aux avis des personnes consultées :

- Préfecture
- D D A F
- Communauté de Communes Bretagne Romantique
- Chambre d'Agriculture
- Conseil Général
- Pays

Il reprend également les suites données aux observations recueillies par le Commissaire enquêteur lors de l'enquête publique

- sur le registre d'enquête
- par lettres annexées au registre

Après les commentaires et précisions sur ces points formulés par Monsieur BARREAU, Monsieur le Maire termine la présentation de ce dossier par les conclusions de Monsieur NARZIS, Commissaire enquêteur :

*« **En conclusion, j'émetts un avis favorable** au projet de révision du Plan d'Occupation des Sols, validé Plan Local d'Urbanisme(P.L.U.) de la Commune de COMBOURG avec les préconisations suivantes :*

- *de mettre en œuvre les propositions enregistrées, soit par les observations du public, des personnes associées et des services,*
- *de rectifier les documents graphiques en tenant compte de ces observations*
- *d'y annexer après étude la cartographie des zones humides*
- *d'établir le tableau des emplacements réservés*
- *que l'analyse faite, il y a deux ans, de la remarque des services concernant la rétention foncière, ne semble pas répondre au contexte actuel de la Commune. »*

Un long débat s'instaure ensuite au sein du Conseil Municipal.

Le groupe de la minorité municipale exprime que le P .L U est le développement d'un document élaboré par un ensemble d'élus. En conséquence, l'engagement du groupe minoritaire y a été moindre lorsqu'il s'est agi des orientations que du diagnostic.

Les remarques contradictoires portent sur :

- le manque de mixité sociale, notamment en matière de logements sociaux. L'objectif des 10 % dans les nouveaux lotissements est insuffisant par rapport à la demande d'une population fragilisée
- le manque de densité des zones pavillonnaires
- le manque de réflexion sur les déplacements de rues
- l'absence d'emplacement réservé pour la voie de contournement nord-est de la commune

En ce qui concerne le logement social, Monsieur le Maire et Madame DAUCE font remarquer que la demande de logements à Combours porte essentiellement sur du pavillonnaire et qu'aujourd'hui certains logements en collectif restent inoccupés.

Pour le dernier point, Monsieur LE BESCO précise qu'il s'agit là d'une préconisation du Conseil Général demandant de transformer l'emplacement réservé initialement inscrit en tracé de principe.

Dans ce contexte,

Le Conseil Municipal,

- Vu le code de l'urbanisme,
- Vu la délibération du conseil municipal n° 02-136 en date du 9 décembre 2002, prescrivant la révision du plan local d'urbanisme ;
- Vu le débat du conseil municipal sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) en date du 3 mai 2004 (délibération n°04-65);
 - Vu la délibération n°05-164 en date du 12 décembre 2005 du conseil municipal arrétant le projet de plan local d'urbanisme en cours de révision et tirant le bilan de la concertation ;
 - Vu l'arrêté municipal n° 06-125 en date du 16 mai 2006 prescrivant l'enquête publique du plan local d'urbanisme en cours de révision ;
 - Entendu les conclusions du Commissaire enquêteur

Considérant que les résultats de ladite enquête publique justifient quelques modifications mineures du plan local d'urbanisme en cours de révision ;

Considérant que le plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles L. 123-10 et L. 123-13 du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de M. le maire, après en avoir délibéré ;

- Décide d'approuver la révision du plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente en y intégrant l'inventaire des zones humides approuvée par délibération du Conseil Municipal n° 06-136 du 13 Novembre 2006 ;

- Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 123-24 et R. 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal (ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121 du code général des collectivités territoriales).

- Dit que, conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme révisé est tenu à la disposition du public en mairie de COMBOURG ainsi qu'à la Direction Départementale de l'Équipement et que dans les locaux de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine.

- Dit que la présente délibération sera exécutoire dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme révisé ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications.

Cette décision a été adoptée par 21 voix pour (dont 3 pouvoirs) et 4 voix contre.

M. André BADIGNON, qui s'était retiré durant cette question, regagne la salle de réunion

06-138) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire,

Monsieur LE BESCO rappelle que :

- par délibération n° 96-30 en date du 22 février 1996, le Conseil Municipal a décidé d'instaurer un Droit de Préemption Urbain sur certaines zones du territoire de la Ville
- par décision n° 98-8 du 26 janvier 1998, le Conseil Municipal a décidé une extension du périmètre de droit de préemption urbain à l'ensemble de la partie agglomérée de la Ville de COMBOURG et sur les zones d'extension future

Aujourd'hui, en raison de l'approbation de la révision du Plan local d'urbanisme évoquée lors du point précédent, il convient de redéfinir l'ensemble des zones où devra s'exercer le droit de préemption urbain.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal l'intérêt que représentera pour la commune, dès qu'elle sera dotée d'un Plan Local d'Urbanisme opposable aux tiers et exécutoire, l'institution du Droit de Préemption Urbain conformément aux dispositions de la loi n° 85.729 du 18 Juillet 1985 et du décret n° 87.284 du 22 Avril 1987.

A noter que la commune est en mesure d'instituer un Droit de Préemption Urbain sur tout ou partie des zones urbaines (zones U) ou d'extension (zones AU) du P L U, ainsi que, depuis la loi sur la Santé publique du 9 août 2004, les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines définis en application de l'article L.1321-2 du Code de Santé Publique.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- d'instaurer un Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones de types "U"(à l'exception des zones UH correspondant au villages constructibles) ainsi que sur l'ensemble les zones « AU », du P.L.U, et sur les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines définis en application de l'article L.1321-2 du Code de Santé Publique conformément au plan annexé, afin d'aboutir, par une maîtrise progressive des terrains, à un développement encadré et rationnel desdites zones et ainsi exercer la préemption conformément aux articles L.210.1 et L.300.1 du Code de l'Urbanisme, en vue de la réalisation des actions ou opérations d'aménagement suivantes :

- de protéger, sauvegarder et réhabiliter le patrimoine bâti ancien du centre bourg (zone de type « UC »),

- d'effectuer une programmation rationnelle des zones d'extension de l'agglomération dans les zones respectives de types « UE », « AU » « 1AU » voire 2AU

- de mettre en oeuvre une politique locale de l'habitat,

- d'organiser au mieux la mixité urbaine et notamment l'accueil des activités artisanales et commerciales au sein de l'agglomération,

- d'organiser une urbanisation cohérente en relation avec l'existant dans les zones agglomérées par la maîtrise du foncier ainsi que la mise en valeur des bâtiments publics : église, école(s), mairie et autres bâtiments publics...,

- de réaliser des équipements collectifs,

- de favoriser le développement du loisir et du tourisme,

- de sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine non bâti, les espaces naturels et l'environnement dans les zones agglomérées,

- de lutter contre l'insalubrité.

Il est précisé que :

- mention de la présente délibération sera insérée dans deux journaux locaux.
- la délibération sera affichée un mois en mairie et deviendra opposable une fois la parution dans les journaux, réalisée.

Il est également précisé que la décision d'exclure du champ d'application du droit de préemption urbain la vente des lots issus des futurs lotissements autorisés reste valable jusqu'au 3 octobre 2008 conformément à la délibération du Conseil Municipal n° 03-128 du 22 septembre 2003.

Le D.P.U. ne prendra effet que lorsque le P.L.U. sera opposable et que les mesures de publicité complètes auront été effectuées.

Cette décision a été adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

06-139) CREATION D'UN SYNDICAT MIXTE « SAGE RANCE FREMUR »

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire,

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Rance est depuis 1999 portée par l'Association du Conseil de Développement du pays de Dinan.

La loi sur l'eau de 1992 qui a instauré les SAGE n'a pas prévu d'organisation pour assurer les moyens techniques et financiers des CLE.

Afin de permettre à la CLE d'avoir une structure d'appui indépendante juridiquement et financièrement, la création d'un Syndicat Mixte sera mise en place et prendra le relais du Conseil de Développement du pays de Dinan.

Toutefois, seule la CLE demeure l'instance décisionnelle pour élaborer, mettre en œuvre, suivre et réaliser le SAGE Rance.

Il s'agirait d'un Syndicat Mixte semi ouvert composé uniquement de collectivités territoriales ou de leur groupement (EPCI) : la Région, les départements 22 et 35, les EPCI à compétence « SAGE », les communes.

Le Syndicat du Linon, qui est un EPCI et regroupe 13 communes territorialement sur le bassin versant de la Rance, pourrait adhérer au Syndicat Mixte à la place des 13 communes adhérentes.

Lors du Comité Syndical du 28 juin 2006, certains délégués communaux ont approuvé le principe d'une adhésion du Syndicat du Linon au futur Syndicat Mixte du SAGE Rance Frémur Baie de la Baussais plutôt que chaque commune adhère isolément.

Avant de délibérer sur ce dossier, les délégués syndicaux ont souhaité que les conseils municipaux des communes adhérentes soient informés sur ce projet et qu'ils émettent, s'ils le souhaitent, **un avis** ; lequel sera communiqué au Comité Syndical lors de sa prochaine séance.

Considérant que les préconisations du SAGE sont opposables aux Collectivités à ce jour et seront opposables aux particuliers à date ultérieure,

Considérant que le pouvoir de police de l'Eau incombe aux Maires,

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal que la Commune soit représentée auprès du futur syndicat Mixte Rance Frémur Baie de la Baussais **par une adhésion directe**

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix pour (dont 4 pouvoirs) et 3 abstentions, adopte cette proposition.

06-140) RESTAURATION SCOLAIRE – AVENANTS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que des modifications aux marchés initiaux liés aux travaux de restauration scolaire sont intervenues, elles concernent les lots suivants : N° 1, 6 et 9

Lot	Entreprise	Désignation	Montant de l'avenant	
			Plus value HT	Moins value HT
LOT N°1-Démolition -gros œuvre	LEBRUN COURNEE SARL	Modification paroi séparative cuisine / Salle à manger des CYTISES Suppression du mur maçonné de 10 cm posé initialement sur les allèges préfabriquées conservées et remplacé par une paroi plâtre constituée d'un BA13 et d'une laine de roche		1 585.98 €
LOT N°9 – Revêtement de Sols Faïence	LEBLOIS	Caniveaux et siphons de sol en cuisine du LINON Fourniture seule de siphons inox posés par le carreleur	396.36 €	
LOT N°9 – Revêtements de Sols Faïence	LEBLOIS	Réalisation d'un complément de chape béton sur les CYTISES Suite à la dépose d'une partie du sol dans la salle à manger, réalisation d'une chape permettant la remise à niveau pour la pose du sol souple	260.00 €	
LOT N°6 – Meniseries Extérieures	RETE	Remplacement d'une porte extérieure bois reliant le réfectoire à la cour intérieure de l'établissement scolaire sur les CYTISES	1 940.00 €	

En vertu du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de l'article L 2122-21, sixième alinéa, et afin de payer les prestations supplémentaires non prévues dans les marchés initiaux mais s'y rattachant, M. LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer les avenants relatifs aux modifications énoncées préalablement

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE Monsieur le Maire à signer les avenants relatifs aux modifications précitées.

**06-141) CENTRE VILLE 3^{ème} TRANCHE – RESTRUCTURATION DES RESEAUX -
ATTRIBUTION DU MARCHE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que celui-ci a adopté le projet et le dossier de consultation de la restructuration des réseaux d'assainissement et d'eau potable du centre ville 3^{ème} tranche lors de la séance du 10 Juillet 2006. L'étude de la restructuration des réseaux d'assainissement et d'eau potable a été effectuée par le cabinet Bourgois. Compte tenu du montant de l'estimation de l'opération, la procédure retenue a été celle de l'appel d'offres ouvert. Le Maire était autorisé à signer toutes les pièces de ce marché.

Les grandes étapes de la consultation ont été les suivantes :

- 13 juillet 2006 : envoi de l'avis d'appel à la concurrence à MEDIALEX pour parution dans la rubrique annonces légales du journal Ouest-France.
- 17 juillet 2006 : mise en ligne de l'avis d'appel à la concurrence sur le site www.achatpublic.com.
- 19 juillet 2006 : parution de l'avis d'appel à la concurrence dans le journal Ouest France.
- 15 septembre 2006 - 12 H 00 : date et heure limite de réception des offres.
- 18 septembre 2006 : ouverture de la 1^{ère} enveloppe par la PRM
- 26 septembre 2006 : réunion de la commission d'appel d'offres pour procéder à l'ouverture de la 2^{ème} enveloppe.
- 3 octobre 2006 : nouvelle réunion de la commission d'appel d'offres pour dévolution des travaux au vu du rapport de l'analyse des offres.

2 entreprises ont fait parvenir une offre dans les délais.

Suite au contrôle des prix effectué par la maîtrise d'œuvre, la commission d'appel d'offres a décidé d'attribuer l'aménagement de surface du centre ville 3^{ème} tranche à l'entreprise HARDY de Parigny (50) pour un montant de 255 537.60 € HT.

La réunion de lancement s'est déroulée le lundi 30 octobre 2006.

Le marché a été notifié à l'entreprise le 30 octobre 2006.

Les travaux de réseaux commencent le 13 novembre 2006.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-142) CENTRE VILLE 3^{ème} TRANCHE – AMENAGEMENT DE SURFACE – ATTRIBUTION DU MARCHE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Il est rappelé que le Conseil Municipal a approuvé l'Avant Projet Détaillé de l'aménagement de surface du centre ville 3^{ème} tranche lors de la séance du 29 Mai 2006.

L'étude d'aménagement de surface a été réalisée par l'Atelier du Port et la direction des travaux sera assurée par la DDE de Combours en sa qualité de bureau d'étude technique de l'équipe de maîtrise d'œuvre de l'Atelier du Port.

Compte tenu du montant de l'estimation de l'opération, la procédure retenue a été celle de l'appel d'offres ouvert. Le Maire était autorisé à signer toutes les pièces de ce marché

Les grandes étapes de la consultation ont été les suivantes :

- 13 juillet 2006 : envoi de l'avis d'appel à la concurrence à MEDIALEX pour parution dans la rubrique annonces légales du journal Ouest-France.
- 17 juillet 2006 : mise en ligne de l'avis d'appel à la concurrence sur le site www.achatpublic.com.
- 19 juillet 2006 : parution de l'avis d'appel à la concurrence dans le journal Ouest France.
- 15 septembre 2006 - 15 H : date et heure limite de réception des offres.
- 18 septembre 2006 : ouverture de la 1ère enveloppe par la PRM
- 26 septembre 2006 : réunion de la commission d'appel d'offres pour procéder à l'ouverture de la 2ème enveloppe.
- 3 octobre 2006 : nouvelle réunion de la commission d'appel d'offres pour dévolution des travaux au vu du rapport de l'analyse des offres.

Sur 7 entreprises ayant retiré le dossier, 4 ont fait parvenir une offre dans les délais.

Suite au contrôle des prix effectué par la maîtrise d'œuvre, la commission d'appel d'offres a décidé d'attribuer l'aménagement de surface du centre ville 3^{ème} tranche à l'entreprise SCREG de Noyal sur Vilaine pour un montant de 665 723,36 € HT.

La réunion de lancement s'est déroulée le lundi 30 octobre 2006.

Le marché a été notifié à l'entreprise le 2 novembre 2006.

Les travaux de surface devront commencer début 2007.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-144) SCHEMA DIRECTEUR DE SIGNALISATION TOURISTIQUE

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO informe le Conseil Municipal que l'Assemblée Départementale a adopté en juin 2005 son nouveau schéma directeur de signalisation touristique. Ce schéma classe la cité de Combours en pôle touristique de niveau 1. Les pôles de ce niveau peuvent bénéficier d'une signalisation au moyen de panneaux image le long des axes 2 x 2 voies soit un total de 2 panneaux sur la RN 137 en remplacement des dispositifs existants.

La maîtrise d'ouvrage des opérations de signalisation pour ce niveau est confiée au Département d'Ille et Vilaine. Toutefois, l'opération est réalisée si le bénéficiaire souhaite implanter ce type de signalisation et s'engage à participer à hauteur d'un tiers du coût de l'opération.

Montant total du projet de signalisation des 2 panneaux : 21 011.18 € TTC

Participation du conseil général (2/3) : 14 007.45 € TTC

Participation de la ville (1/3) : 7 003.73 € TTC

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- de donner son accord et l'assurance d'un engagement financier tel que mentionné ci-dessus.
- De demander une subvention à la Communauté de Communes, au Conseil Régional au titre des Petites Cités de Caractère sur le montant restant à charge.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

06-145) ADMISSION EN "NON-VALEUR"

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

M. HAMELIN informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 05 octobre 2006, le Receveur Municipal a informé la Commune que deux titres émis en 1994 et 1997 restent en solde dans les comptes de la commune. Les créances concernent un titre émis à l'encontre de Monsieur André HEUDES pour un montant de 609.80 € (4 000 F) et l'autre émis à l'encontre de l'AGL La Croix Briand pour un montant de 457.35 € (3 000 F).

A ce jour les créances sont prescrites, M. HAMELIN propose donc au conseil municipal d'admettre ces titres en non-valeur.

Ces sommes seront prélevées sur l'article 654 de l'exercice en cours alimenté par un prélèvement complémentaire de 200 € sur les dépenses imprévues de la section de fonctionnement (article 022)

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-146) REGULARISATION COMPTABLE – DECISION MODIFICATIVE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

M. HAMELIN indique au Conseil Municipal que, suite à la demande du Receveur Municipal, il y a lieu de régulariser le dépôt de garantie effectué par M. MIQUEL locataire du logement rue des cytises pendant la période du 15 juillet 2000 au 16 juin 2003 et s'élevant à 386.46 €.

Afin de procéder à cette régularisation il y a lieu de provisionner le compte 165-dépôts et cautionnements reçus d'un montant de 390 € par prélèvement sur le compte 020 dépenses imprévues.

M. HAMELIN demande au Conseil Municipal d'approuver cette décision modificative

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-147) TARIFS HALTE GARDERIE - MODIFICATION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

M. HAMELIN rappelle que, par délibération en date du 10 juillet dernier, le Conseil municipal a approuvé les nouveaux tarifs pour la Halte Garderie applicable au 01/09/2006.

Pour faire suite à un courrier de la Caisse d'Allocations Familiales d'Ille et Vilaine en date du 30 août, il y a lieu de modifier les nouveaux montants de plancher et plafond de ressources à retenir.

Rappel des anciens montants :

Plancher annuel : 6 432 € annuel soit 536 € par mois

Plafond annuel : 50 856 € annuel soit 4238 € par mois

Nouveaux plancher et plafond de ressources :

Plancher annuel : 6 547,92 € annuel soit 545,66 € par mois

Plafond annuel : 51 723,60 € annuel soit 4 310,30 € par mois

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal d'approuver les nouveaux planchers et plafond de ressources applicables au 01/09/2006

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-148) INDEMNISATION DES AGENTS DES SERVICES EXTERIEURS DE L'ETAT POUR PRESTATIONS FOURNIES A LA VILLE

Rapporteur : Mr Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

M. HAMELIN informe l'Assemblée que, depuis de nombreuses années, à la demande du Conseil Municipal, des permanences d'accueil et de renseignements concernant notamment les impôts locaux et les impôts sur le revenu sont assurées par un agent du Centre des impôts de Saint-Malo.

En contrepartie, la Ville verse une indemnité à cet agent.

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal de reconduire la demande de la Ville visant à obtenir le maintien de permanences en Mairie qui seront assurées par Monsieur Christophe COUASNON, contrôleur des impôts du Centre des impôts de Saint-Malo et de lui verser une indemnité forfaitaire annuelle d'un montant **de 330 €** (Valeur 2005 : 325 €).

Le financement de l'indemnité sera assuré au titre de l'article 6225 du budget de l'exercice en cours.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-149) RECEVEUR MUNICIPAL – INDEMNITES DE CONSEIL ET DE CONFECTION DU BUDGET

Rapporteur : Mr Joël HAMELIN, 1er Adjoint

M. HAMELIN rappelle au Conseil Municipal qu'en vertu de l'article 97 de la loi n° 82-213 modifiée relative aux droits et libertés des communes, Départements et Régions, du Décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les Collectivités Territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat et de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 publié au J.O. du 17 décembre 1983 fixant les conditions de l'attribution de l'indemnité de conseil aux receveurs des Communes et des établissements publics locaux, le Conseil doit prendre une délibération demandant le concours de Receveur Municipal et fixer l'indemnité de celui-ci.

La ville de Combourg sollicite chaque année le concours du Receveur Municipal et lui verse cette indemnité pour ses prestations en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

L'indemnité de « Conseil » sollicitée par M. LAISNEY Jean-François, Receveur Municipal, Trésorier de Combourg est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 et s'élève à 841,54 € pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2006.

D'autre part, le Receveur Municipal sollicite l'attribution de l'indemnité de confection de budget d'un montant de 45,73 €. Ce forfait est fixé par une loi parue au journal officiel du 14 janvier 1991 et qui s'applique aux communes qui emploient un secrétaire de mairie à temps complet.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de confirmer cette demande de concours du Receveur Municipal pour l'année à venir et de lui verser au titre de l'année en cours, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2006, l'indemnité de Conseil au taux maximum et qui s'élève à 841,54 € brut ainsi que l'indemnité de confection du budget d'un montant de 45,73 € brut.

Ces indemnités sont soumises au 1% de solidarité, à la CSG (Contribution Sociale Généralisée) et au RDS (Remboursement de la Dette Sociale).

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

06-150) CONCOURS DES MAISONS FLEURIES – ATTRIBUTION DE PRIX

Rapporteur : Mme DAUCE, Adjointe

Mme DAUCE rappelle à l'Assemblée que, par délibération n° 01-65 en date du 6 juin 2001, le Conseil Municipal a décidé de créer un concours local des maisons fleuries doté de prix.

Cette année, la ville a enregistré 51 inscrits contre 58 en 2005.

Le Jury s'est réuni par 3 fois. La première pour une visite des lieux, la deuxième pour effectuer des photographies des plantations et la troisième pour attribuer les prix en fonction des 6 catégories retenues :

- maisons avec jardin
- balcons et terrasses
- fenêtres et murs
- commerçants et artisans
- exploitation agricole

Le jury propose que chacune de ces catégories soit dotée d'un montant global de prix fixé de la façon suivante :

- | | |
|----------------------------|-------|
| • maisons avec jardin : | 880 € |
| • balcons et terrasses : | 260 € |
| • fenêtres et murs : | 103 € |
| • commerçants et artisans: | 264 € |
| • exploitation agricole | 132 € |

Mme DAUCE demande au Conseil Municipal un accord de principe sur cette répartition, étant précisé que les crédits liés à cette opération ont été inscrits au budget primitif 2006.

Mme DAUCE propose au Conseil Municipal d'approuver cette proposition.

Entendu l'exposé de Mme DAUCE, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-151) PLANTATION HAIES BOCAGERES ET BOSQUETS – PROGRAMME 2007/2008

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET informe le Conseil Municipal que les opérations plantation de haies bocagères pourront être engagées par la Communauté de Communes du Pays de la Bretagne Romantique pour la campagne 2007/2008.

La Ville de Combourg a décidé de s'inscrire au programme 2007/2008.

L'inscription de la commune au programme bocager nécessite l'atteinte des seuils minimaux suivants :

- 200 mètres minimum d'un seul tenant par dossier pour les plantations de haies et 50 ares maximum pour les bosquets,
- 100 mètres minimum pour la création de talus ou 50 mètres minimum pour la restauration de talus,
- La plantation doit avoir un rôle de brise vent, d'anti-érosion ou d'amélioration de la qualité du paysage bocager,
- L'utilisation d'essences feuillues locales et une hauteur à terme supérieure à 2 mètres (essences ornementales non fournies).

Les particuliers bénéficiaires des plants et paillages réalisent les travaux de préparation du sol, de plantation et d'entretien.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal de demander l'inscription de la Commune de COMBOURG au programme de plantation de haies bocagères pour l'hiver 2007/2008.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-152) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN AU LIEU-DIT « PLEAC »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET rappelle au Conseil Municipal que la Ville a été saisie le 23 Janvier 2006, par Monsieur BOUDET, domicilié au lieu-dit « Pléac », en vue de l'acquisition de portions de chemins communaux situées au lieu-dit « Pléac » et traversant sa propriété.

La commission voirie s'est rendue sur place le 6 Avril 2006 et a émis un avis favorable sous réserve :

- D'une acquisition complémentaire de parties de chemin, et d'une cession aux bordants de ce complément.
- D'assurer la continuité d'évacuation des eaux provenant des terrains situés en amont jusqu'à la rivière existante.

Ces parties de chemins ruraux ne sont pas inscrites au plan départemental « PDIPR ».

Il est proposé au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

06-153) VEHICULE MUNICIPAL (CAMION BENNE MERCEDES) – RETRAIT DE L'INVENTAIRE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Le Conseil Municipal a été avisé (délibération n°05-147 du Conseil Municipal du 14 novembre 2005) de l'acquisition d'un nouveau camion benne, dédié principalement aux services espaces verts, afin de procéder, en raison de son état de vétusté, au remplacement du précédent véhicule.

Le nouveau véhicule étant mis en service depuis plusieurs semaines maintenant, l'ancien camion, de marque MERCEDES immatriculé 2518 SZ 35, ne présente plus aucun intérêt pour la ville. Il est donc proposé au Conseil Municipal de retirer ce véhicule de l'inventaire communal et de donner pouvoir au Maire pour :

- le vendre, pour destruction (pour pièces) à Mr HOCHARD Pascal pour la somme de 500 €.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

06-154) CHOIX DU NOM DE L'ECOLE MATERNELLE PUBLIQUE

Rapporteur : Mme Monique ROBINAULT, Adjointe

Mme ROBINAULT rappelle au Conseil Municipal que, lors de sa réunion du 3 Novembre 2005, le Conseil d'Ecole a étudié la possibilité de dénomination de l'école maternelle publique, à l'occasion de ses 30 ans.

Son choix s'est porté sur deux noms :

. Pauline KERGOMARD (fondatrice de l'école maternelle française) avec 7 voix, choix qui devance

. Gérard DELAHAYE (chanteur breton pour la jeunesse) avec 6 voix

A partir de ces propositions, Madame ROBINAULT demande au Conseil Municipal d'officialiser le choix du nom fait par le Conseil d'Ecole, à savoir « Ecole Pauline KERGOMARD »

Entendu l'exposé de Madame ROBINAULT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, adopte cette proposition

06-155) RAPPORT D'ACTIVITE DU SICTOM – ANNEE 2005

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO informe le Conseil Municipal qu'en vertu du décret n° 2000-404 du 12 Mai 2000 (J.O. du 14 Mai 2000), le SICTOM des cantons de Bécherel, Combourg, Hédé et Tinténiac a établi un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Ce rapport annuel sur l'exploitation des services publics de collecte et de traitement des ordures ménagères répond aux articles L 1411-13, L 2312-1, L 2224-5 et L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces textes précisent que chaque Président d'Etablissement de Coopération Intercommunale, chaque Maire doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers avant de le mettre à disposition du public.

Ce rapport annuel d'activité de l'année 2005 comprend les éléments suivants :

- l'organisation du SICTOM
- des indicateurs techniques
- des indicateurs financiers
- les actions principales à suivre pour 2006

Il en ressort principalement que :

- le SICTOM a incinéré 9964 tonnes d'ordures ménagères, soit une baisse de 16 % par rapport à 2004. Cela représente une production de 205 kg/habitant
- 3954 tonnes ont été recyclées, soit une augmentation de 3 % par rapport à 2004 avec un taux de refus stable à 15 %. Cela représente 85 kg/habitant, soit 10 kg/habitant de plus que l'objectif du plan départemental
- 8279 tonnes ont été récupérées sur les déchèteries, soit 170 kg/habitant, 54 % des déchets sont valorisés.

- Il existe environ 15 000 bacs de collecte des ordures ménagères (individuels et collectifs). 56 % des foyers sont équipés de bacs individuels principalement en bac de 80 litres.
- Le coût net à la tonne s'établit à 143,89 €, soit 66,47 €/habitant
- 91,6 % de la redevance émise a été encaissée au 31.12.05, soit 2 741 379,11 €

Ce rapport est présenté au Conseil Municipal

S'agissant d'un rapport d'information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-156) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 02.07 en date du 4 février 2002, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rendra compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 06.205 T en date du 8 septembre 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant
 - Parcelles AH n° 77, 393 et 391p sises « 63, avenue de la Libération » (DIA n° 36) d'une superficie d'environ 937 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 06.206 T en date du 8 septembre 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant
 - Parcelle AD n° 691 sise « rue de Cheminette » (DIA n° 37) d'une superficie de 56 m² à usage de jardin
- Arrêté n° 06.207 T en date du 8 septembre 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant
 - Parcelle AD 688 sise « rue de Cheminette » (DIA n° 38) d'une superficie de 54 m² à usage de jardin
- Arrêté n° 06.225 T en date du 2 octobre 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant
 - Parcelle AC n° 333 sise « 15, rue Chateaubriand » (DIA n° 38) d'une superficie de 116 m² et supportant une maison d'habitation

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 H 20.

CONSEIL MUNICIPAL

DU LUNDI 13 NOVEMBRE 2006

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

- Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- Approbation de l'inventaire communal des zones humides et des cours d'eau
- Délibération d'approbation de la révision du P.L.U.
- Droit de préemption urbain
- Création d'un syndicat mixte « SAGE RANCE FREMUR »
- Restauration scolaire – Avenants
- Centre-ville 3^e tranche – Restructuration des réseaux – Attribution du marché
- Centre-ville 3^e tranche – Aménagement de surface – Attribution du marché
- Schéma directeur de signalisation touristique
- Concours des maisons fleuries – Attribution de prix
- Admission en non-valeur
- Régularisation comptable – Décision modificative
- Tarifs halte-garderie – Modification
- Indemnisation des agents des services extérieurs de l'Etat pour prestations fournies à la Ville
- Receveur Municipal – Indemnités de conseil et de confection de budget
- Plantation haies bocagères et bosquets – Programme 2007/2008
- Demande d'acquisition d'une portion de chemin au lieu-dit « Pléac »
- Véhicule municipal (camion benne Mercedes) – Retrait de l'inventaire
- Choix du nom de l'école maternelle publique
- Rapport d'activité du SICTOM – Année 2005
- Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

Lot	Entreprise	Désignation	Montant de l'avenant	
			Plus value HT	Moins value HT
LOT N°1-Démolition -gros oeuvre	LEBRUN COURNEE SARL	Modification paroi séparative cuisine / Salle à manger des CYTISES Suppression du mur maçonné de 10 cm posé initialement sur les allèges préfabriquées conservées et remplacé par une paroi plâtre constituée d'un BA13 et d'une laine de roche		1 585.98 €
LOT N°8 – Cloisons – Isolations Plafonds Suspendus	SAPI		2 436.00 €	
LOT N°9 – Revêtement de Sols Faïence	LEBLOIS	Caniveaux et siphons de sol en cuisine du LINON Fourniture seule de siphons inox posés par le carreleur	396.36 €	
LOT N°9 – Revêtements de Sols Faïence	LEBLOIS	Réalisation d'un complément de chape béton sur les CYTISES Suite à la dépose d'une partie du sol dans la salle à manger, réalisation d'une chape permettant la remise à niveau pour la pose du sol souple	260.00 €	
LOT N°8 – Cloisons – Isolations Plafonds Suspendus	SAPI	Fourniture et pose de plafond 60x60 supplémentaire au LINON Remplacement de 100 m² de plafond placo par un plafond OPTA E en dalles 60x60 afin de permettre un meilleur affaiblissement acoustique	600.00 €	

LOT N°8 – Cloisons – Isolations Plafonds Suspendus	SAPI	Suppression des gorges de faux-plafond sur les CYTISES En périphérie de la salle à manger, suppression des jouées plâtre et prolongement du faux-plafond 60x60 jusqu'en butée des parois		1 530.00 €
LOT N°6 – Meniseries Extérieures	RETE	Remplacement d'une porte extérieure bois reliant le réfectoire à la cour intérieure de l'établissement scolaire sur les CYTISES	1 940.00 €	
LOT N°8 – Cloisons – Isolations Plafonds Suspendus	SAPI	Doublage supplémentaire dans la salle à manger des CYTISES Sur la paroi entre la cuisine et la salle à manger, réalisation d'un habillage plâtre en allège afin d'aligner la cloison avec les panneaux acoustiques. De plus, habillage BA13 sur la façade donnant sur la cour afin de masquer le doublage existant	1 878.98 €	
LOT N°8 – Cloisons – Isolations Plafonds Suspendus	SAPI	Encoffrement dans la chaufferie du LINON Réalisation d'un encoffrement CF 2h autour de la cheminée jusqu'en sortie de toiture,	2 079.00 €	

CONSEIL MUNICIPAL

DU LUNDI 13 NOVEMBRE 2006

A 20 H 00

DELIBERATIONS

- 06-135) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 06-136) Approbation de l'inventaire communal des zones humides et des cours d'eau
- 06-137) Délibération d'approbation de la révision du P.L.U.
- 06-138) Droit de préemption urbain
- 06-139) Création d'un syndicat mixte « SAGE RANCE FREMUR »
- 06-140) Restauration scolaire – Avenants
- 06-141) Centre-ville 3^e tranche – Restructuration des réseaux – Attribution du marché
- 06-142) Centre-ville 3^e tranche – Aménagement de surface – Attribution du marché
- 06-143) Schéma directeur de signalisation touristique
- 06-144) Concours des maisons fleuries – Attribution de prix
- 06-145) Admission en non-valeur
- 06-146) Régularisation comptable – Décision modificative
- 06-147) Tarifs halte-garderie – Modification
- 06-148) Indemnisation des agents des services extérieurs de l'Etat pour prestations fournies à la Ville
- 06-149) Receveur Municipal – Indemnités de conseil et de confection de budget
- 06-150) Plantation haies bocagères et bosquets – Programme 2007/2008
- 06-151) Demande d'acquisition d'une portion de chemin au lieu-dit « Pléac »
- 06-152) Véhicule municipal (camion benne Mercedes) – Retrait de l'inventaire
- 06-153) Choix du nom de l'école maternelle publique
- 06-154) Rapport d'activité du SICTOM – Année 2005
- 06-155) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales